

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

Excusés : Clare HART.

**Cession à la SA3M de la parcelle CD 793 p située rue Proudhon
dans le cadre de l'opération d'aménagement Nouveau Grand Cœur**

En 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien terrain d'assiette bâti des archives départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau, pour y installer et y regrouper les archives municipales actuellement réparties entre la médiathèque Emile Zola (archives historiques), l'ancienne mairie du Polygone (archives contemporaines), ainsi que le musée de la Résistance. Ce site se compose de plusieurs bâtiments sur différentes parcelles : le bâtiment des archives et ses annexes de 8000 m² sur 7 niveaux et la maison de l'ancienne archiviste de 220 m².

L'opération de réhabilitation du site des archives ne nécessitant pas de conserver l'ensemble de ce terrain d'assiette, et en vue d'en diminuer l'investissement, il est proposé de céder le reliquat à la SA3M. Cette dernière, en qualité d'aménageur de la Ville au titre de la concession Nouveau Grand Cœur, aura à charge de procéder au montage d'une opération dans l'objectif de valoriser le site par une opération mixte de logements en accession libre, logements sociaux, commerces et activités.

En vue de permettre cette cession, le Conseil municipal s'est prononcé par délibération du 22 juin dernier afin de déclasser du domaine public une partie du site supportant un terrain bâti comprenant l'ancienne maison de l'archiviste.

En qualité d'aménageur, la SA3M doit prendre en charge :

- la déviation d'une partie des réseaux primaires existants liés au bâtiment des archives, qui traversent la parcelle destinée à l'opération immobilière,
- le retrait de 300 à 400 sépultures découvertes au cours du diagnostic archéologique opéré sur le site et la mise en dépôt de celles-ci au service funéraire de Montpellier,
- la démolition (avec désamiantage préalable) de l'ancienne maison de l'archiviste.

Cette opération prend également à sa charge des travaux d'aménagement des futurs espaces publics aux abords de la chapelle des Récollets, immeuble protégé au titre des monuments historiques, en vue de sa mise en valeur, et du bâtiment des futures archives municipales.

Une voie pour l'accès des véhicules de sécurité incendie et un cheminement piéton, nécessaires au bâtiment des archives riverain, empruntent également ce futur espace public sur environ un quart de son tracé.

Ce nouveau lieu améliorera sensiblement la liaison entre l'équipement des archives municipales et le quartier des Beaux-Arts.

La parcelle à céder, à détacher de la parcelle CD 793p, correspond à une surface calculée par géomètre-expert de 2401 m².

L'avis des Domaines en date du 22 mai 2017 estime le prix de vente à 1,17 M€.

Afin d'équilibrer le bilan de cette opération immobilière dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur, il est proposé par la SA3M un prix d'acquisition de 762 000€ net vendeur, du fait des charges liées à la création d'espaces publics pour le quartier, la mise en valeur des équipements « archives » et « chapelle » à reconvertir, ainsi qu'une offre de logements libres et sociaux en cœur de ville.

Pour ces motifs, la SA3M demande à la Ville de passer outre l'avis des Domaines.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver cette cession à la SA3M au prix de 762 000 €,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Premier Adjoint**

Signé.

Max LEVITA

Publiée le : 21 juillet 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis des domaines

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170720-9012-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 25/07/17
Réception en Préfecture : 25/07/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.